

PREFET DE LA SEINE-MARITIME

Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement de Haute-
Normandie

Rouen, le 13 DEC. 2010

Service Risques

Affaire suivie par : Kamel MOUSSAOUI
Tél. : 02.35.52.32.57
Fax : 02.35.88.74.38
Mél. kamel.moussaoui@developpement-durable.gouv.fr

LE PRÉFET

DE LA RÉGION DE HAUTE-NORMANDIE,

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME,

**3L NORMANDIE
(EX DEEP GREEN)**

**SOTTEVILLE LES ROUEN –
AMFREVILLE LA MIVOIE**

- ARRETE -

Mise en demeure

VU :

Le Code de l'Environnement et notamment son Livre V,

Les différents arrêtés et récépissé autorisant et réglementant les activités exercées par la société 3L NORMANDIE (Ex DEEP GREEN) – Zone Industrielle du Jonquay – 76300 Sotteville-lès-Rouen-lès-Rouen lès Rouen et Amfreville la Mivoie et notamment du 13 septembre 2004 modifié le 6 août 2009 et 4 février 2009,

Le rapport de l'inspection des installations classées en date du

CONSIDERANT :

Que, l'article L-514.1 du code de l'environnement dispose que « *lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classées, le préfet met ce dernier en demeure de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé* »,

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n°78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la DREAL.

Que la société 3L NORMANDIE exploite une activité de stockage et traitement de terres polluées par désorption thermique située sur les territoires des communes de Sotteville-lès-Rouen lès Rouen et Amfreville la Mivoie,

Que lors des visites de contrôle en date des 28 juillet et 16 septembre 2010, l'inspecteur des installations classées a constaté des écarts réglementaires au regard de l'arrêté susvisé du 13 septembre 2004 et modifié le 6 août 2009 et portant sur les points ci-après :

- les quantités de terres traitées stockées sur le site sont très au-delà du seuil autorisé (**articles 2.1 et 7**),
- le mauvais entretien des dispositifs de captation des rejets atmosphériques (**article 3.3.3**)
- les paramètres « teneur en eau » et HCN ne sont pas mesurés en continu dans les rejets atmosphériques de l'installation de désorption thermique (**article 3.3.6**),
- l'alimentation en terres polluées de l'installation de désorption thermique n'est pas arrêtée automatiquement dans tous les cas de dysfonctionnement (**article 3.3.5**),
- deux dépassements des valeurs limites d'émissions dans l'atmosphère (**article 3.3.5**),
- l'absence de justification du contrôle de la température et de l'asservissement associé (**article 3.3.5**),
- l'absence de contrôle des appareils de mesure en continu et de justification de l'étalonnage des analyseurs (**article 3.3.6**),
- l'exploitant ne dispose pas de consignes d'exploitation relatives à l'installation de désorption thermique (**article 4.2.2**),
- les conditions de stockage des terres polluées (**article 7 phase 1**),

Que ces manquements constituent une infraction à la législation sur les installations classées,

Qu'il convient que la société 3L NORMANDIE satisfasse à ses obligations,

Qu'il y a lieu de faire application de l'article L-514.1 du code de l'environnement,

ARRETE

Article 1 :

La société 3L NORMANDIE (Ex DEEP GREEN) dont le siège social est Zone Industrielle du Jonquay – 76300 Sotteville-lès-Rouen-lès-Rouen lès Rouen et Amfreville la Mivoie est mise en demeure de respecter, dans les délais impartis, les prescriptions ci-après de l'arrêté susvisé du 13 septembre 2004 et modifié le 6 août 2009 de ses activités situées à l'adresse précitée, à compter de la notification du présent arrêté :

● à échéance du 31 décembre 2011 (60 000 tonnes) assortie d'une échéance intermédiaire imposant de revenir sous les 85 000 tonnes au 30 juin 2011 (article 2.1 et 7),

● sous un délai de trois mois l'article 3.3.6 de l'arrêté préfectoral 13 septembre 2004 modifié le 6 août 2009 :

L'exploitant doit effectuer des mesures en continu des paramètres « teneur en eau » et HCN dans les rejets atmosphériques.

● sous un délai de trois mois l'article 3.3.5 de l'arrêté préfectoral 13 septembre 2004 modifié le 6 août 2009 :

L'exploitant doit procéder à l'arrêt automatique de l'alimentation en terres polluées de l'installation de désorption thermique dans les cas prévus par la réglementation.

● sous un délai de deux mois l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral 13 septembre 2004 modifié le 6 août 2009 (Consignes d'exploitation),

● sous un délai d'un mois l'article 3.3.5 de l'arrêté préfectoral 13 septembre 2004 modifié le 6 août 2009 :

L'exploitant doit respecter les valeurs limites d'émission.

● sous un délai de trois mois l'article 3.3.6 de l'arrêté préfectoral 13 septembre 2004 modifié le 6 août 2009 :

L'exploitant doit justifier de l'étalonnage des analyseurs.

● sous un délai de trois mois l'article 3.3.5 de l'arrêté préfectoral de 13 septembre 2004 modifié le 6 août 2009 :

L'exploitant doit justifier du contrôle de la température et de l'asservissement associé.

● sous un délai d'un mois l'article 7 phase 1 de l'arrêté préfectoral de 13 septembre 2004 modifié le 6 août 2009 :

L'exploitant doit évacuer terres polluées hors abri sur son site vers des filières agréées.

● Sous un délai d'un mois l'article 3.3.3 de l'arrêté préfectoral de 13 septembre 2004 modifié le 6 août 2009 :

L'exploitant devra procéder à une réparation pérenne du dispositif de captation des rejets atmosphériques.

Article 2 :

En cas de contravention dûment constatée aux dispositions qui précèdent, l'exploitant pourra faire l'objet, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par la législation sur les installations classées.

Article 3 :

Conformément à l'article L 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée que devant le tribunal administratif de ROUEN. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de quatre ans pour les tiers à compter du jour de sa publication.

Article 4 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de Seine-Maritime, les maires de SOTTEVILLE LES ROUEN et AMFREVILLE LA MIVOIE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, de l'emploi et du travail, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous les agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera affichée pendant une durée minimum d'un mois aux portes des mairies de SOTTEVILLE LES ROUEN et AMFREVILLE LA MIVOIE.

Le Préfet,

Pour le Préfet, *[Signature]*
Le Secrétaire Général

Jean-Michel LECARD